

## Le mouvement national entre les deux guerres

### I - Le courant assimilationniste (1919 – 1939)

#### 1 – L'émir Khaled

Petit fils de l'émir Abdelkader, l'émir Khaled s'engagea dans l'armée française jusqu'à sa mise en retraite en 1919 avec le grade de capitaine. Son installation à Alger coïncida avec l'adoption par le parlement français des réformes de février 1919 (l'égalité fiscale entre Musulmans et Européens et plus de représentation pour toutes les Assemblées de l'Algérie pour les autochtones) en éliminant la proposition la plus importante (représentation musulmane au parlement et au Sénat) à cause du refus des colons.

L'ascension de l'émir Khaled sur la scène politique algéroise devient visible à la suite de sa victoire aux élections municipales de décembre 1919 où sa liste a raflé 940 voix contre 340 pour Benthami, tête de liste de la frange la plus majoritaire des Jeunes Algériens. Élu conseiller d'Alger, conseiller général et délégué financier de la même ville, il mena une campagne pour défendre un programme de réformes en particulier à travers le journal *al Ikdam*. Il se différençia de l'autre camp représentatif de l'élite sur la question religieuse. S'il accepte la naturalisation c'est à condition du respect du statut personnel. Il revendiqua en outre la fin des pouvoirs disciplinaires qu'exerçaient les administrateurs des communes mixtes, le rattachement pur et simple des trois départements algériens à la France, la représentation musulmane au parlement, l'égalité totale devant la loi. En 1919, il se déplaça en France avec une délégation pour remettre aux Américains une pétition adressée au président américain dans lequel il demanda « *l'envoi de délégués choisis librement par nous pour décider de notre sort futur, sous l'égide de la Société des nations.* » Quelques années après, il profita de la visite du président Millerand en Algérie pour s'adresser directement à lui et lui demander en vain l'octroi d'une représentation au parlement pour les Musulmans d'Algérie. En 1923, sous la pression des colons qui craignaient pour leurs intérêts, il est exilé en Égypte puis en Syrie où il mourut en 1936.

#### 2 – La fédération des musulmans algériens élus

Les assimilationnistes qui activaient après la guerre mondiale sans une structure quelconque créèrent leur mouvement politique en l'occurrence la fédération des musulmans algériens élus le 11 septembre 1927 sous la direction de Benthami. Leur journal *At-Takaddoum* reprenait à chaque fois leurs revendications. Partisans de l'assimilation, ces élus demandaient « *La représentation des Algériens au parlement français, l'égalité entre Algériens et Français pendant la période du service militaire, l'égalité des salaires et des indemnités de travail, abolition du code de l'indigénat, l'application des lois sociales françaises à l'Algérie...* »

Au cours des années trente, Ben Djelloul s'intronisa à la tête du mouvement et devint une figure emblématique du courant assimilationniste. Né en 1894 dans les Aurès, il étudia au lycée de Constantine et puis à l'université d'Alger. Il est diplômé en médecine en 1924. Son mouvement qu'il présidait était à l'époque, confronté à deux événements qui ont occupé les devants de la scène politique à savoir le projet Blum-Viollette et le Congrès musulman.

L'origine du projet Blum-Viollette remonte aux propositions du sénateur Maurice Viollette d'octroyer la nationalité française à des milliers de musulmans sélectionnés avec le respect du statut personnel musulman. Après l'élection de Blum à la tête du gouvernement

français en 1936, il désigna Violette comme ministre et lui confia la mission de préparer un projet pour concrétiser les idées qu'il a déjà avancées dans le passé. Ce projet qui porta désormais le nom de Blum-Violette réitère la nécessité de permettre à des milliers d'Algériens d'accéder à la nationalité française avec respect du statut personnel. Le projet précise les catégories d'autochtones qui pouvaient bénéficier de cette loi à savoir par exemple « *des anciens officiers ou sous-officiers ayant plus de 15 ans de service, les soldats décorés de la Médaille militaire ou de la croix de guerre, les diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur, les caïds et les anciens aghas, bachaghas, caïds, les élus indigènes, délégués financiers, conseillers municipaux et conseils généraux et chefs des djemaa..etc* »

Les assimilationnistes soutinrent de toute leur force la démarche du gouvernement mais se heurtèrent au lobby des colons qui reportèrent le dernier combat. Le projet est définitivement abandonné en 1938 après sa non-adoption par le parlement.

Le Congrès musulman fut une tentative des organes du mouvement national algérien d'élaborer un programme commun. À l'origine, il y a l'appel lancé le 16 mai 1936 par Ben Djelloul pour la préparation d'un congrès musulman algérien. Le 1<sup>er</sup> congrès s'est ouvert le 07 juin 1936 par la participation de 19 délégués de l'Oranie, 10 de Constantine et 31 d'Alger et 6 personnalités ; ces délégués représentèrent la fédération des élus, les communistes et l'association des oulémas musulmans algériens. À l'issue des travaux, un comité exécutif à sa tête Ben Djelloul est désigné et devait se rendre à Paris pour présenter au gouvernement français la charte revendicative du congrès musulman qui revendique entre autres : « *Rattachement pur et simple à la France...abrogation des lois d'exception, collège électoral commun pour toutes les élections, suffrage universel, représentation au parlement, langue arabe langue officielle, biens habous récupérés, arrêt des expropriations, vaste programme scolaire pour les indigènes...* »

La délégation du Congrès musulman est accueillie à Paris par Blum mais sans pouvoir donner une réponse concrète aux doléances des Algériens. Lors de la présentation du bilan de la mission aux partisans du Congrès réunis dans un meeting à Alger, le 02 août 1936, un incident est venu compliquer les affaires de Ben Djelloul et ses amis. En effet, Messali Hadj, adversaire déclaré du programme du Congrès, s'invita à ce meeting et réussit à prendre la parole dans lequel il déclara : « *Nous n'accepterons jamais que notre pays soit rattaché à un autre contre sa volonté. Nous nous voulons en aucun cas hypothéquer l'avenir, l'espoir de liberté nationale du peuple algérien.* » La réunion s'est terminée par le triomphe populaire de Messali. Les déboires du Congrès ne faisaient que commencer ; Bendjelloul est destitué de la présidence du Congrès en octobre 1936 et malgré la tenue d'une nouvelle réunion en 1936, cet organe cessa d'exister à partir de 1938.

Une année avant la 2<sup>er</sup> guerre mondiale, la fédération des musulmans algériens élus perdit un poids lourd de sa composante à savoir Ferhat Abbas. Celui-ci créa en 1938 un parti éphémère l'Union Populaire algérien. Il ne tarde pas à s'éloigner définitivement du courant assimilationniste qui perdit depuis tout son poids surtout avec la montée en puissance des mouvements de libération au Maghreb et en Afrique en général.

## **II - Le mouvement indépendantiste (1926 -1939)**

### **1-Naissance et évolution de l'ENA**

La création de l'Étoile nord-africaine remonte à mars 1926. Des divergences demeurent sur son origine. Selon des sources policières, ce parti est créé par Hadj Ali Abdelkader, militant communiste, par suite de la décision de la commission coloniale du

PCF de donner à chaque pays colonisé son propre mouvement ; les communistes avancent pour leur part le rôle de Hadj Ali Abdelkader et de Hassen Issaâd, militants de la CGTU, dans la mise en place de l'ENA. Enfin, des nationalistes du PPA insistent sur le rôle de l'émir Khaled qui fut désigné, selon leurs dires, premier président d'honneur de l'ENA. Hadj Ali Abdelkader semble être le véritable président de ce parti à ses débuts avant de céder la pouvoir à Messali Hadj en juin 1926 tandis que le Tunisien Chadly Khairallah est intronisé comme président d'honneur.

L'ENA est structurée au sein de l'émigration algérienne en France. Elle comptait 4000 militants en 1928. Sa propagande est reliée par ses propres journaux à savoir l'Ikdam (mensuel bilingue) interdit de diffusion dès le 1er février 1927 puis remplacé par l'Ikdam nord-africain et enfin al-Oumma, organe lancé en 1930. Le 20 novembre 1929, à la veille des fêtes du centenaire, l'ENA est déclarée dissoute pour « *propagande portant atteinte à l'intégrité du territoire algérienne* ». En 1933, le parti renaît de ses cendres avec une nouvelle appellation Glorieuse Étoile nord-africaine. Messali et ses amis sont autorisés à activer librement par décision d'un tribunal correctionnel de la Seine de Paris. Après un séjour en Suisse chez Chakib Arselan, il rentra à Paris et apporta son appui à la coalition du Front populaire. Déçu par le gouvernement Blum, il le critiqua ouvertement et finit par payer chèrement ses choix politiques. Le 27 janvier 1937, sur proposition du gouverneur général Le Beau, l'ENA fut dissoute.

## **2- Le programme de l'ENA**

À ses débuts, l'ENA est un parti purement nord-africain qui défendait les intérêts des peuples de tout le Maghreb. Messali le rendit une organisation algérienne. Le programme de l'ENA est exposé pour la 1<sup>ère</sup> fois par Messali le 25 février 1927 lors du Congrès anti-impérialiste de Bruxelles. Il demanda dans l'immédiat la suppression du code de l'indigénat, le remplacement des délégations financières par un parlement élu au suffrage universel, l'abolition des communes mixtes et des territoires militaires et la mise en place d'assemblées municipales élues par un vote populaire. Dans son volet politique, le programme revendique entre autres « *l'indépendance de l'Algérie, le retrait total des troupes d'occupation* » la « *constitution d'une armée nationale, d'un gouvernement national révolutionnaire, d'une assemblée constituante élue au suffrage universel...* »

## **3 – Le rapport avec le PCF**

L'Étoile nord-africaine a bénéficié largement du soutien du PCF notamment de point de vue politique et logistique. Conscient de ses propres divergences avec le PCF sur la question nationale algérienne, Messali prit ses distances vis-à-vis de ce parti. Lors du Congrès de reconstitution de l'ENA en 1933, la double appartenance est interdite. À l'époque, Messali multiplia les déclarations contre les communistes : « *Les Algériens veulent l'indépendance de leur pays, non une tutelle communiste et le communisme fait plus de tort que de bien à la cause indigène.* » « *Nous avons abandonné le communisme de mort pour le nationalisme de vie* ». En 1936, Messali donna un nœud catégorique à la proposition du PCF de mobiliser des immigrés algériens pour leur participation à la Guerre d'Espagne au côté des Républicains. La rupture fut désormais totale entre les deux partis.

## **II – Le PPA (1937 - 1939)**

Le 11 mars 1937, Messali Hadj annonça à Nanterre la création du Parti du peuple algérien. Sa devise était : « *ni assimilation, ni séparation, mais émancipation* ». Sur le fond, le programme était presque similaire de celui de l'ENA. Le 18 juin 1937, le siège du

PPA est transféré à Alger rendant ce mouvement proche de la masse. La popularité de Messali grandit après une tournée populaire dans certaines villes. Élu conseiller général d'Alger en octobre 1937, il est emprisonné l'année suivante. À la veille de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale et précisément le 29 septembre 1939, le PPA est dissous par les Français et ses dirigeants arrêtés.

### **III - Le courant réformiste (1919-1939)**

#### **1 - Les conditions de la renaissance**

Le mouvement des oulémas réformistes algériens, apparu après la première guerre mondiale, voulait « épurer l'islam local et à le sortir de son isolement relatif pour le remettre dans le courant de ce qu'on pourrait appeler l'internationale panislamique. ». Son apparition coïncidait avec l'activité menée par un autre mouvement réformiste en l'occurrence le courant de Mohammed ben Alloua (1872-1934). Celui-ci est le représentant confrérique dont l'existence revient à des siècles en arrière. Le mouvement de Ben Badis s'inspirait de Mohammed Abdou, célèbre réformiste égyptien, et de Rachid Rédha et son journal al Manar. L'installation en Algérie de plusieurs savants algériens juste après la première guerre mondiale, après avoir acquis une formation en Orient, est un élément remarquable dans la naissance du courant réformiste.

#### **2 - La doctrine culturelle et religieuse**

-- Sur le plan culturel, les oulémas concentraient leurs efforts pour la relève de la culture arabo-musulmane et sa diffusion à travers la jeunesse algérienne. Chez eux, la langue arabe requérait une place du premier choix. « *Tout le modernisme et toute la culture de notre époque au moyen de la langue arabe* » disait El Ibrahimi. L'objectif s'est de former une génération attachée à ses valeurs identitaires et capable de résister à la civilisation occidentale et plus particulièrement à la francisation.

-- Sur le plan religieux, les oulémas s'accrochèrent avec les savants détenteurs d'une culture mystique. Dans ce sens, ils condamnaient « le culte des saints » considéré comme du *chirk*, s'élevaient contre les visites qui se faisaient sur les tombeaux des saints et les sacrifices qui se pratiquaient autour de ces lieux allant jusqu'à préconiser leur destruction. « *Le maraboutisme, écrivit al-Ibrahimi, est le colonialisme dans son sens moderne le plus dénudé et l'esclavage dans toute son horreur.* ». Pour éloigner l'influence de l'autorité française sur l'islam, ils demandaient la séparation de la religion de l'Etat.

-- Sur d'autres plans, les oulémas encourageaient l'éducation des femmes surtout par le biais de l'enseignement et refusaient la naturalisation des musulmans.

### **3 -L'Association des oulémas musulmans algériens**

Créée le 5 mai 1931 à Alger, l'association des oulémas musulmans algériens est présidée par Ibn Badis (1889 – 1940). Officiellement, c'est une association à caractère moral et religieux. Ainsi, son but c'est « d'encourager au bien, détourner du mal, expliquer les vérités de la religion, prêcher l'union. » Ibn Badis résume dans un article de son journal *chihab* paru en mai 1932 le programme des oulémas « *Redresser et réformer le peuple arabe algérien du point de vue religieux, national, littéraire et scientifique* ». quelques personnalités issues des zaouias (Amar Ismail et le cheikh Mouloud Hafiz) figurent parmi les fondateurs de cette association mais n'hésitèrent pas à la quitter vu l'hostilité des réformistes. Ils allèrent créer l'Association des Oulémas sunnites algériens, le 15 septembre 1932. Celle-ci, après une langue polémique avec Ibn Badis et ses amis, est dissoute en 1934.

L'association des oulémas déclarait dans ses statuts qu'elle n'exercerait pas d'activités à caractère politique. L'histoire retient le contraire. Ibn Badis et ses amis ont largement pris part au mouvement national algérien en prenant position sur diverses affaires politiques. A titre d'exemple, l'association des oulémas participa au congrès musulman lancé en 1936 sous l'instigation de Ben Djelloul et deux personnalités de ce mouvement religieux (Ibn Badis et Bachir el Ibrahim), sont fait partie de la délégation qui est dépêchée à Paris en été 1936 pour remettre au gouvernement français la charte revendicative du congrès musulman.

### **4 - Les moyens d'action :**

#### **Presse**

Les oulémas réformistes ont créé plusieurs organes pour défendre leurs idées. *Al-Montakid* est leur premier journal. Il est lancé en 1925 mais interdit à son dix huitième numéro. La revue *al-chihab* l'a remplacé la même année avec beaucoup de succès. L'organe officielle de l'association qui est régulièrement publié est *al-bassair*.

#### **Ecoles**

Les oulémas avaient leurs propre écoles libres. Généralement c'est un enseignement de 3ans où il est question de former les élèves en langue arabe, en islam, en histoire musulmane sans oublier les chants et poèmes patriotiques. Une fois l'élève a obtenu son certificat d'études primaires, il pourra continuer son enseignement en secondaire des medersas libres avant de rejoindre ensuite la *zitouna* à Tunis et *al-azhar* au caire. D'après les sources administratives françaises, il y a avait en 1936 une soixantaine d'écoles réformistes dont sept étaient des établissements 61 écoles réformistes dont 7 étaient des établissements de grande importance.

## **Cercles (nadi)**

Le cercle culturel réformiste (nadi) est un lieu de rencontre de toutes les classes de la société (l'élite, les savants, les politiciens...) et où tout le monde discute sur tous les sujets. D'après les statistiques administratives, il y avait en 1938, 45 cercles dans le Constantinois, 20 dans l'Algérois et une douzaine en Oranie.

## **IV - Le courant communiste (1919-1939)**

### **1-Naissance du courant communiste**

Le courant communiste en Algérie est né après la Première Guerre mondiale et la victoire des Bolchéviks en Russie. Les premiers militants représentent la tendance extrême de la fédération socialiste algérienne qui activait déjà avant 1914. Les communistes sont confrontés à un double problème: la composante et l'autonomie.

-Contrairement aux autres mouvements nationalistes, le courant communiste rassemble des militants français et musulmans. Si le PCF (parti communiste français) veille à faire partager la responsabilité entre les membres des deux races, il ne peut calmer les ardeurs des uns et des autres quand il s'agit de discuter du programme. Les ouvriers européens, influencés par leur propre milieu, récusent les propositions radicales comme la question de l'indépendance. Par exemple, la section communiste de Sidi Bel Abbès a créé un scandale, en 1922, en déclarant que «la libération de la population indigène d'Algérie ne peut être qu'une conséquence de la Révolution en France» ce qui veut dire que l'Algérie ne sera jamais indépendante en l'absence d'une prise du pouvoir en France par les Communistes.

-Le courant communiste en Algérie, de sa naissance à son adhésion au FLN en 1956, n'est pas libre. Il dépend du PCF qui lui dicte la conduite à tenir. C'est ce qui explique par exemple, le changement continu dans le programme des Communistes algériens. Les débuts difficiles du courant communiste en Algérie coïncident avec l'intérêt donné à la question coloniale par le Komintern, à partir de 1922. Ainsi, le comité exécutif du Komintern lance un appel à partir de Moscou, daté du 20 mai 1922, pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie, une «lutte qui se poursuivra jusqu'au triomphe des asservis». Le cinquième congrès du Komintern qui se tient à Moscou (17 juin – 8 juillet 1924), durcit le ton en attaquant, par la voie du rapport établi par la délégation russe, la politique du PCF vis-à-vis de la question coloniale. «Même si vous (les communistes français) ne faites rien... au moins, ayez le courage de suivre l'exemple du grand réformiste Jean Jaurès, qui n'hésita pas à condamner la politique coloniale de son pays.» Avec le temps, le Komintern se désintéresse des affaires d'Algérie laissant le libre choix au PCF de choisir sa propre politique coloniale. Il va même jusqu'à désapprouver le virage prôné par Messali en 1927, au sein de l'Étoile nord-africaine lorsqu'il revendique l'indépendance au congrès de Bruxelles contre l'impérialisme.

### **2 –Le PCF et le développement du courant communiste**

Le PCF déploie sa stratégie en France et en Algérie. À l'hexagone, il essaye de se rapprocher de la communauté nord-africaine en multipliant les actions en sa faveur: Soutien au premier congrès nord-africain tenu en 1924, campagne en faveur de Abdelkrim al-

Khattabi dans sa guerre du Rif, participation active à la création de l'Étoile nord-africaine, recrutement de militants algériens (Hadj Ali Abdelkader, Mohammed ben Lakhal)...En Algérie, il fonde en 1924, la fédération communiste algérienne qui va fédérer toutes les sections communistes pour parler d'une même voie. La fédération publie un journal

«La lutte sociale». Des ouvriers algériens adhèrent au PCF, par le biais de la fédération communiste, attirée par le discours anti-colonialiste du parti et par l'espérance d'une vie meilleure(ils ne sont que quatre vingt musulmans en 1925 contre un millier d'Européens).Reprenant les directives de la commission coloniale du PCF, la fédération communiste demande «l'indépendance de l'Algérie, le suffrage universel pour toutes les assemblées d'Algérie, puis la suppression des délégations financières au profit d'un parlement algérien élu au collège unique.» Ce programme presque identique à celui de l'Étoile Nord-africaine est développé occasionnellement avec l'hostilité de l'administration et de nombreux militants communistes européens ce qui nécessite souvent l'intervention des responsables parisiens pour calmer le jeu. En 1934, la fédération communiste prit un autre virage avec l'alliance avec les socialistes d'Algérie dans le cadre du «Front populaire» et un rapprochement avec les autres partis nationalistes (à l'exception de l'ENA) suite aux recommandations du VII congrès de l'Internationale ouvrière (août 1935) qui demande une politique de «rapprochement avec les mouvements dirigés par les nationaux réformistes.» Voici une des raisons qui pousse la fédération, devenue le PCA en 1936 (parti communiste algérien), à participer au congrès musulman aux côtés de la fédération des élus de Ben Djelloul et l'association des Oulémas d'Ibn Badis, à partir de juin 1936. En sus, il appuie le projet Blum-Viollette qui propose d'octroyer à des milliers d'Algériens la nationalité française avec respect du statut personnel, et parle de la nécessité de l'union des deux peuples, français et algériens. En visite en Algérie en 1939, Maurice Thorez, Secrétaire général du PCF, fait une déclaration qui éloigne le PCA des réalités algériens: «L'Algérie est une nation en formation dont le peuple sera un amalgame original d'éléments d'origine européenne, arabe ou berbère qui se seront fondus au point de former une race nouvelle: la race algérienne. Mais cette nation n'a pas encore atteint sa maturité.» Il faut attendre 1946 pour voir le PCA revoir ses positions et se rapprocher davantage des autres courants du mouvement national.

### **Bibliographie sélective :**

-KADDACHE Mahfoud, Histoire du nationalisme algérien, Tome 1 (1919-1939), Paris méditerranéenne, 2004.

-JULIEN Charles André, l'Afrique du Nord en marche, Algérie Tunisie Maroc 1880-1952. Editeur Omnibus, 2002.

-Aboul Kassem SAADALLAH, La montée du nationalisme en Algérie, traduit de l'anglais par Nemine Fawzy Hemiry, Alger, Entreprise nationale du livre, 1983.